Que va faire Lula?

Le 24 juillet 2020 Par Pepe Escobar, The Asia Times https://consortiumnews.com/2020/07/24/what-will-lula-do/



Luiz Inácio Lula da Silva en 2015. (Valter Campanato, Agência Brasil, CC BY 3.0, Wikimedia Commons)

Selon Pepe Escobar, les révélations sur le blanchiment d'argent au Brésil donnent à l'ancien président une occasion de jouer son va-tout. Des décennies après les faits, un tremblement de terre politique qui devrait secouer le Brésil se heurte à un silence de plomb. Ce que l'on appelle aujourd'hui les fuites *Banestado* et CC5gate est tout droit sorti du bon vieux *WikiLeaks*: une liste, publiée pour la première fois dans son intégralité, qui donne des noms et détaille ce qui est l'une des plus grandes affaires de corruption et de blanchiment d'argent au monde depuis trois décennies.

Ce scandale permet ce que Michel Foucault a qualifié d'archéologie de la connaissance. Sans comprendre ces fuites, il est impossible de replacer dans son contexte la Guerre Hybride sophistiquée [La guerre hybride est une stratégie militaire qui allie des opérations de guerre conventionnelle, de guerre asymétrique (appelée également guerre irrégulière), de cyberguerre, NdT] déclenchée par Washington contre le Brésil, d'abord via l'espionnage de la NSA lors du premier mandat de la présidente Dilma Roussef (2010-2014), puis au moyen de l'enquête sur la corruption du Lava Jato [L'opération Lava Jato est une enquête de la police fédérale du Brésil qui a commencé en mars 2014, concernant une affaire de corruption et de blanchiment d'argent impliquant notamment la société pétrolière publique Petrobras. Elle est dirigée par le juge Sérgio Moro puis par Gabriela Hardt, NdT] qui a conduit à l'emprisonnement de l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva et ouvert la voie à l'élection du bouc émissaire néofasciste Jair Bolsonaro à la présidence.

Le scoop concernant ce complot de guerre hybride digne de George-Orwell revient, une fois de plus, aux médias indépendants : le petit site internet *Duplo Expresso*, dirigé par un jeune et audacieux avocat international basé à Berne, Romulus Maya, qui a été le premier à publier la liste.

Un podcast épique de cinq heures a réuni les trois protagonistes clés qui, à la fin des années 1990, ont dénoncé le scandale en premier lieu, et qui sont maintenant en mesure de l'analyser une nouvelle fois : le gouverneur de l'État du Parana de l'époque, Roberto Requiao ; le procureur fédéral Celso Tres ; et le commissaire de police, aujourd'hui retraité, Jose Castilho Neto.

Dans un podcast précédent, Maya et l'anthropologue Piero Leirner, le plus grand analyste brésilien de la guerre hybride, m'ont informé des multiples subtilités politiques caractérisant les fuites alors que nous discutions de la géopolitique dans l'hémisphère sud.

Les listes des CC5 se trouvent:

- ici (https://duploexpresso.com/wp-content/uploads/2020/06/BANESTADO-CC5-VOLUME-I.pdf),
- ici (https://duploexpresso.com/wp-content/uploads/2020/06/BANESTADO-CC5-VOLUME-II.pdf) et
- ici (https://duploexpresso.com/wp-content/uploads/2020/06/BANESTADO-CC5-VOLUME-III-.pdf) .
- Voyons ce qui les rend si particulières.

Le mécanisme

Si on revient en 1969, la Banque centrale brésilienne a créé ce qui a été décrit comme un "compte CC5" pour aider les entreprises internationales et leurs cadres à transférer légalement des actifs à l'étranger. Pendant de nombreuses années, les flux de trésorerie de ces comptes ne se sont pas révélés importants. Puis, dans les années 1990, tout a changé - avec l'émergence d'un racket criminel massif et complexe centré sur le blanchiment d'argent.



La banque centrale du Brésil à Brasilia. (Senado Federal, CC BY 2.0, Wikimedia Commons)

L'enquête initiale concernant la Banco do Estado do Parana (Banestado) a commencé en 1997. Le procureur fédéral Celso Tres a été stupéfait de découvrir que de 1991 à 1996, pas moins de 124 milliards de dollars en devise brésilienne avaient été transférés à l'étranger. Entre 1991 et 2002, cette somme a explosé pour atteindre la somme astronomique de 219 milliards de dollars, faisant de la Banestado l'un des plus grands systèmes de blanchiment d'argent de l'histoire.

Le rapport de Tres a conduit à une enquête fédérale focalisée sur la ville de Foz do Iguaçu, dans le sud du Brésil, stratégiquement située en plein cœur de la zone aux trois frontières du Brésil, de l'Argentine et du Paraguay, où les banques locales blanchissaient d'énormes quantités de fonds via leurs comptes CC5.

Voilà comment cela fonctionnait. Les dealers de dollars américains sur le marché noir, en lien avec des employés de banque et du gouvernement, utilisaient un vaste réseau de comptes bancaires sous le nom de "schtroumpfs" sans méfiance et de sociétés fantômes pour blanchir des fonds illégaux provenant de la corruption publique, de la fraude fiscale et du crime organisé, principalement par l'intermédiaire de la succursale de la Banco do Estado do Parana à Foz do Iguaçu. C'est pourquoi on l'appelle l'affaire Banestado.

L'enquête fédérale ne menait nulle part jusqu'à ce qu'en 2001, le commissaire de police Castilho constate que la plupart des fonds atterrissaient en fait sur des comptes de la succursale de la *Banestado* à New York. Castilho est arrivé à New York en janvier 2002 pour dynamiser le nécessaire suivi international de l'argent. Grâce à une ordonnance de la cour, Castilho et son équipe ont examiné 137 comptes à la Banestado New York, retraçant 14,9 milliards de dollars.

Bien que les comptes CC5 aient été réservés aux étrangers, dans un certain nombre de cas, les bénéficiaires portaient le même nom que des politiciens brésiliens qui étaient alors membres du Congrès, des ministres et même d'anciens présidents. Après avoir passé un mois à New York, Castilho, de retour au Brésil était en possession d'un rapport de 400 pages. Pourtant, malgré les preuves accablantes, il a été écarté de l'enquête, qui a ensuite été suspendue pendant au moins un an. Lorsque le nouveau gouvernement Lula a pris le pouvoir au début de 2003, Castilho était de retour aux

affaires. En avril 2003, Castilho a identifié un compte particulièrement intéressant à la Chase Manhattan nommé "Tucano" - le surnom du *Partido da Social Democracia Brasileira* (PSDB) dirigé par l'ancien président Fernando Henrique Cardoso, qui était au pouvoir avant Lula et a toujours gardé des liens très étroits avec les appareils politiques de Clinton et de Blair.



Le président Luiz Inácio Lula da Silva et son épouse Marisa Letícia, le président Fernando Henrique Cardoso et son épouse Ruth Cardoso, le 1er janvier 2003 lors de l'intronisation de Lula. (Marcello Casal Jr., Agência Brasil, CC BY 3.0, Wikimedia Commons)

Castilho a contribué à la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Banestado. Mais là encore, cette commission n'a abouti à rien, pas même à un vote sur un rapport final. La plupart des entreprises concernées ont négocié un accord avec le service Brésilien de la fiscalité intérieure et ont ainsi mis fin à toute possibilité d'action en justice pour évasion fiscale.

Banestado rencontre Lava Jato

En bref, les deux plus grands partis politiques - le PSDB néolibéral de Cardoso et le Parti des travailleurs de Lula (qui n'a jamais vraiment affronté les machinations impériales et la classe rentière brésilienne) ont activement enterré une enquête approfondie.

De plus, Lula, au pouvoir juste après Cardoso, et soucieux de préserver un minimum de gouvernabilité, a pris la décision stratégique de ne pas enquêter sur la corruption du PSDB, ou "Tucano", y compris concernant une série de privatisations douteuses. Les procureurs de New York ont dûment préparé pour Castilho une liste *Banestado* spéciale de ce qui était réellement important pour qu'une poursuite pénale soit engagée : le cercle complet du système de blanchiment d'argent, avec :

- (i) le transfert illegal de fonds, d'abord hors du Brésil en utilisant les comptes CC5,
- (ii) le passage par les succursales new-vorkaises des banques brésiliennes concernées.
- (iii) l'accès aux comptes bancaires offshore et les trusts dans les paradis fiscaux (par exemple, Cayman, Jersey, Suisse) et enfin
- (iv) le retour au Brésil en tant qu'"investissement étranger" entièrement blanchi pour l'usage et la satisfaction réels des bénéficiaires définitifs qui avaient été les premiers à sortir l'argent non déclaré du pays en utilisant les comptes CC5.

Mais à ce moment là, le ministre brésilien de la justice, Marcio Thomaz Bastos, nommé par Lula, a rejeté la liste. Comme l'a dit métaphoriquement le commissaire Castilho, "Cela m'a délibérément empêché de retourner au Brésil avec le corps du délit." Si Castilho n'a jamais mis la main sur la liste critique, au moins deux membres du Congrès brésilien, deux sénateurs et deux procureurs fédéraux, qui deviendront plus tard des "stars" de l'enquête sur le Lavo Jato, Vladimir Aras

et Carlos Fernando dos Santos Lima, l'ont eux bien obtenue. La raison pour laquelle la liste (appelons-la "sac mortuaire") n'a jamais été prise en compte dans la procédure pénale au Brésil est un mystère de plus bien emballé dans l'énigme. En attendant, il existe des rapports "non confirmés" (plusieurs sources refusent d'être nommées à ce sujet) selon lesquels la liste pourrait avoir été utilisée pour carrément racketter les personnes, pour la plupart des milliardaires, qui y figuraient.

Pour en ajouter une couche dans le domaine judiciaire, le juge provincial chargé d'enterrer l'affaire *Banestado* n'était autre que Sergio Moro, l'incarnation opportuniste d'Elliot Ness qui, au cours de la décennie suivante, allait devenir une superstar en tant que *capo di tutti i capi* de l'enquête massive sur le Lavo Jato puis ensuite ministre de la justice sous Bolsonaro. Moro a fini par démissionner et est maintenant, de facto, déjà en campagne pour la présidence de 2022.

C'est ici que l'on trouve la connexion toxique *Banestado*-Lavo Jato. Compte tenu de ce qui est déjà du domaine public concernant le modus operandi de Moro sur le Lavo Jato, puisqu'il a modifié les noms dans des documents dans le seul but d'envoyer Lula en prison, le défi serait maintenant de prouver comment Moro a "vendu" des non-inculpations liées à l'affaire *Banestado*. Il dispose d'une issue juridique très pratique : aucun "corps" n'a été trouvé (ou officiellement ramené au Brésil à fin de procédure pénale), de sorte que personne ne peut être reconnu coupable de meurtre.



Sérgio Moro tient une conférence de presse en septembre 2015. (Marcos Oliveira/Agence du Sénat, Wikimedia Commons)

Alors que nous plongeons dans des détails atroces, *Banestado* ressemble et fonctionne de plus en plus comme le fil d'Ariane qui pourrait mener au début de la destruction de la souveraineté du Brésil. C'est un récit plein de leçons à tirer par l'ensemble de l'hémisphère Sud.

Le Roi du Marché Noir du Dollar

Castilho, dans ce podcast épique, a tiré la sonnette d'alarme lorsqu'il a fait référence aux 17 millions de dollars qui avaient transité par la branche de la *Banestado* à New York et qui avaient ensuite été envoyés, de tous les lieux possibles, au Pakistan. Castilho et son équipe ont découvert ça quelques mois après le 11 septembre. Il m'a dit que ses enquêteurs allaient tout déterrer de nouveau et qu'il existe bien un rapport indiquant l'origine de ces fonds.

C'est la première fois que de telles informations font surface - et les ramifications peuvent être explosives. Il s'agit bien ici de fonds douteux, provenant sans doute d'opérations liées à la drogue et aux armes, qui quittent la zone de la triple frontière - Brésil, Argentine, Paraguay - [tripoint situé à la confluence du Rio Iguaçu et du Rio Paraná, NdT] qui se trouve être historiquement un site de premier plan pour les opérations secrètes de la CIA et du Mossad.

Le financement peut avoir été fourni par le soi-disant roi du marché noir du dollar, Dario Messer, via les comptes CC5. Ce n'est un secret pour personne que les opérateurs du marché noir de la zone de la triple frontière sont liés au trafic de la cocaïne via le Paraguay - et aussi aux évangélistes. C'est la base de ce que Maya, Leirner et moi-même avons déjà décrit comme l'Evangélistan de la Cocaïne.



Vue de la zone de la triple frontière depuis le côté argentin. (Wikimedia Commons)

Messer est un rouage indispensable dans le mécanisme de recyclage intégré au trafic de drogue. L'argent voyage vers des paradis fiscaux sous protection impériale, est dûment blanchi et ressuscite dans toute sa splendeur à Wall Street et dans la City de Londres, avec en prime la réduction par les États-Unis d'une partie de son déficit courant. Signalons l'"exubérance irrationnelle" de Wall Street. Ce qui compte vraiment, c'est la libre circulation de la cocaïne - cachée dans de curieuses cargaisons de soja, ce qui offre en plus l'avantage d'assurer la prospérité de l'agrobusiness. C'est une image miroir du réseau d'héroïne de la CIA en Afghanistan que j'ai exposé (https://sputniknews.com/columnists/201708251056794770-afghanistan-cia-heroin-ratline/)

Mais surtout, sur le plan politique, Messer est le tristement célèbre chaînon manquant avec le juge Moro. Même le grand journal *O Globo* a dû admettre, en novembre dernier, que pendant deux décennies, les sombres affaires de Messer ont été en permanence sous la "surveillance" de différentes agences américaines à Asunción et Ciudad del Este au Paraguay. Moro, pour sa part, entretient des relations très étroites avec le FBI, la CIA et le ministère de la justice. Messer est peut-être le joker dans cette intrigue alambiquée. Mais il y a aussi le Faucon Maltais: Il n'y a qu'un seul Faucon Maltais, comme l'a immortalisé le classique de John Huston. Et il se trouve actuellement dans un coffre-fort en Suisse.

Je veux parler ici des documents originaux, officiels soumis par le géant de la construction Odebrecht dans le cadre de l'enquête sur le Lavo Jato, qui ont été incontestablement "manipulés", "prétendument" par l'entreprise elle-même, possiblement avec la complicité du juge (à l'époque) Moro et l'équipe du ministère public dirigée par Deltan Dallagnol.

Cela a peut être été fait, dans le but d'incriminer Lula et ses proches, mais aussi - et c'est crucial - pour supprimer les noms de personnes qui ne devraient jamais être mises en lumière, ou appelées à comparaître devant la justice. Le premier impact politique sérieux après la divulgation des fuites de l'affaire *Banestado* par *Duplo Expresso* est que les avocats de Lula, Cristiano et Valeska Zanin, ont finalement demandé aux autorités suisses de leur remettre les originaux.



Roberto Requiao. (Depuis son compte Twitter)

L'ancien sénateur et gouverneur de l'État du Paraná, Robert Requiao, a été le seul homme politique brésilien à demander publiquement à Lula, en février dernier, de se rendre en Suisse pour obtenir les documents ainsi que la liste. Il n'est pas surprenant que Requiao ait été la première personnalité publique au Brésil à demander maintenant à Lula de rendre tout ce contenu public une fois que l'ancien président aura tout ça en sa possession.

La véritable liste Odebrecht, non falsifiée, des personnes impliquées dans la corruption révélée par *Duplo Expresso* est bourrée de noms importants - dont l'élite judiciaire.

En comparant les deux versions, les avocats de Lula pourraient enfin démontrer la falsification des "preuves" qui ont conduit à l'emprisonnement de Lula mais aussi, entre autres, à l'exil de l'ancien président équatorien Rafael Correa, à l'emprisonnement du vice-président de Correa, Jorge Glas, à l'emprisonnement de l'ancien président du Pérou Ollanta Humala et de son épouse et, plus dramatique encore, au suicide d'Alan Garcia, ancien président à deux reprises du Pérou.

Le Patriot Act brésilien

La grande question politique qui se pose maintenant, n'est en fait pas de découvrir le manipulateur en chef qui a enterré le scandale Banestado il y a deux décennies. Au contraire, comme le précise l'anthropologue Leirner, ce qui importe le

plus, c'est que grâce aux comptes du CC5 qui ont fait l'objet de fuites on se concentre sur la manière dont la bourgeoisie brésilienne corrompue, avec l'aide de ses partenaires politiques et judiciaires, tant nationaux qu'étrangers, se renforce en tant que classe rentière, tout en restant soumise et contrôlée par des dossiers secrets impériaux.



Le Péruvien Alan García, à gauche, en 2010 avec le Brésilien Luiz Inácio Lula da Silva. (Ministère des affaires étrangères du Pérou, CC BY-SA 2.0, Wikimedia Commons)

Les fuites de la *Banestado* et les comptes du CC5 doivent être considérés comme une chance politique permettant à Lula de jouer son va-tout. C'est la guerre totale (hybride). Vaciller n'est plus une option. Le projet géo-politique et géo-économique de détruire la souveraineté brésilienne et d'en faire une sous-colonie impériale est en train de gagner - haut la main. Pour évaluer l'explosivité des fuites de Banestado et du CC5gate il n'est que de voir la réaction de quelques rares personnes : un silence tonitruant qui englobe les partis de gauche et les médias alternatifs, soi-disant progressistes. Les médias traditionnels, pour lesquels le juge Moro est une vache sacrée, les présentent au mieux comme une "vieille histoire", une "fake news" et même un "canular". Il est maintenant clair que les créanciers de l'État brésilien étaient, à l'origine, des débiteurs.

Le ministre des finances Paulo Guedes, néo-Pinochetiste et défenseur inconditionnel de Milton Friedman, a déjà prévenu qu'il continuerait de vendre les entreprises d'État comme si demain n'existait pas. Le plan B de Lula serait de conclure une sorte d'accord qui enterrerait tout le dossier - tout comme l'enquête initiale sur l'affaire *Banestado* a été enterrée il y a deux décennies - pour conserver la direction du Parti des Travailleurs en tant qu'opposition apprivoisée, et sans toucher à la question absolument essentielle : comment le ministre des finances Guedes est en train de vendre le Brésil.

Ce serait la ligne privilégiée par Fernando Haddad, qui a perdu l'élection présidentielle face à Bolsonaro en 2018 : une sorte de Michelle Bachelet brésilienne (ancienne présidente du Chili), un néolibéral honteux qui sacrifie tout pour avoir une nouvelle chance de prendre le pouvoir, peut-être en 2026. Si le plan B se réalisait, cela galvaniserait la colère des syndicats et des mouvements sociaux - la chair et le sang des classes ouvrières brésiliennes qui sont sur le point d'être totalement décimées par le néolibéralisme sous stéroïdes dopé par la toxicité du Patriot Act, version brésilienne inspirée des États-Unis, et emplie de plans militaires pour tirer profit de l'Evangelistan de la cocaïne". Tout cela après que Washington ait - avec succès - presque détruit le champion national Petrobras, un objectif initial de l'espionnage de la NSA. Zanin, l'avocat de Lula, ajoute également - peut-être trop tard - que la "coopération informelle" entre Washington et l'opération Lavo Jato était en fait illégale (selon le décret numéro 3.810/2001).



Le siège d'Odebrecht à São Paulo. (Luiz Gonzaga da Silva Filho, CC BY-SA 3.0, Wikimedia Commons)

Que va faire Lula?

La "liste VIP" de l'affaire *Banestado* fait partie de la liste qui a fuité. On y trouve l'actuel président du Tribunal électoral suprême, le juge de la Cour suprême Luis Roberto Barroso, des banquiers, des magnats des médias et des industriels. Le procureur du Lavo Jato, Deltan Dallagnol, est très proche de Barroso, le juge néolibéral en question de la Cour suprême.

La liste des VIP doit être lue comme une feuille de route des pratiques de blanchiment d'argent du 0,01% brésilien - on estime qu'approximativement 20.000 familles possèdent près de mille milliards en dollars de la dette intérieure brésilienne. Une grande partie de ces fonds a été recyclée au Brésil en tant qu'"investissement étranger" par le biais du programme CC5 dans les années 1990. Et c'est exactement de cette façon là que la dette intérieure du Brésil a explosé.



Luiz Inácio Lula da Silva (Lula) prêtant serment, intronisé en tant que chef de cabinet par la présidente Dilma Rousseff, le 17 mars 2016. (José Cruz, Agência Brasil, CC BY 3.0, Wikimedia Commons)

Personne ne sait encore où le torrent d'argent douteux activé par l'affaire Banestado a réellement fait surface. Le "sac mortuaire" n'a jamais été officiellement reconnu comme ayant été ramené de New York et n'a jamais fait l'objet d'une procédure pénale. Pourtant, le blanchiment d'argent est toujours en cours - et donc la prescription ne s'applique pas - de sorte que quelqu'un, n'importe qui devrait être jeté en prison. Mais pourtant il semble que ce ne soit pas près d'être le cas.

Pendant ce temps, grâce à l'État profond américain, à la finance internationale et aux élites locales compradores [la bourgeoisie « comprador»- inféodée au capital étranger, NdT], certaines en uniforme et d'autres en robe, le coup d'État de la guerre hybride contre le Brésil, qui se déroule au ralenti, continue de se poursuivre. Et jour après jour, il se rapproche d'une domination totale.

La question clé est la suivante : que va faire Lula à ce sujet ?